

ASSOCIATION L'ABRI

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

S O M M A I R E

PAGES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

1 à 4

COMPTES ANNUELS

- . Bilan Actif-Passif
- . Compte de résultat
- . Annexe

5 - 6
7
8 à 20

ASSOCIATION L'ABRI

Adresse : 5, chemin des Poiriers
49460 MONTREUIL-JUIGNÉ

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'ASSOCIATION L'ABRI,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION L'ABRI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne le traitement des dotations versées par le Conseil Départemental.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ANGERS, le 19 avril 2024

Le Commissaire aux Comptes
BECOUZE

C.A. LEFEUVRE
Associé

Ce rapport comprend 20 pages.

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	15 757,80	15 757,80		8,98
Immobilisations corporelles				
Constructions	811,60	60,87	750,73	
Installations techniques, matériel et outillage	125 819,13	116 676,64	9 142,49	12 162,27
Autres immobilisations corporelles	187 235,56	128 664,43	58 571,13	51 759,32
Immob. en cours / Avances et acomptes	46 263,16		46 263,16	21 134,63
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	902,00		902,00	902,00
ACTIF IMMOBILISE	376 789,25	261 159,74	115 629,51	85 967,20
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	25 030,60		25 030,60	42 188,02
Autres créances	605,16		605,16	46 019,76
Divers				
Valeurs mobilières de placement	300 000,00		300 000,00	
Disponibilités	237 332,43		237 332,43	532 359,03
Charges constatées d'avance				1 539,90
ACTIF CIRCULANT	562 968,19		562 968,19	622 106,71
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	939 757,44	261 159,74	678 597,70	708 073,91

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	110 458,33	110 458,33
Autres réserves	492 050,46	495 162,91
Report à nouveau	-169 969,17	-89 680,61
RESULTAT DE L'EXERCICE	-58 361,87	-29 536,93
FONDS PROPRES	374 177,75	486 403,70
Résultat sous contrôle		-49 863,95
Fonds associatifs avec droit de reprise		-49 863,95
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		-49 863,95
FONDS ASSOCIATIFS	374 177,75	436 539,75
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Fonds dédiés sur autres ressources	9 000,13	5 000,00
FONDS DEDIES	9 000,13	5 000,00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	17 836,65	18 751,35
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	124 075,77	101 303,24
Dettes fiscales et sociales	145 612,25	140 507,71
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		706,70
Autres dettes	7 895,15	5 265,16
DETTES	295 419,82	266 534,16
COMPTES DE REGULARISATION		
TOTAL DU PASSIF	678 597,70	708 073,91

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	Variation absolue	(%)
Subventions d'exploitation	2 296,56	391,50	1 905,06	486,61
Reprises et Transferts de charge	40 187,98	70 259,87	-30 071,89	-42,80
Autres produits	1 625 670,47	1 553 606,95	72 063,52	4,64
Produits d'exploitation	1 668 155,01	1 624 258,32	43 896,69	2,70
Autres achats non stockés	154 429,10	117 325,89	37 103,21	31,62
Charges externes	403 359,06	388 616,46	14 742,60	3,79
Impôts et taxes	80 057,74	77 838,76	2 218,98	2,85
Salaires et Traitements	785 992,44	767 273,03	18 719,41	2,44
Charges sociales	288 171,02	282 392,71	5 778,31	2,05
Amortissements et provisions	15 699,27	17 794,98	-2 095,71	-11,78
Autres charges	1 778,37	7 253,72	-5 475,35	-75,48
Charges d'exploitation	1 729 487,00	1 658 495,55	70 991,45	4,28
RESULTAT D'EXPLOITATION	-61 331,99	-34 237,23	-27 094,76	79,14
Produits financiers	3 325,00	1 671,86	1 653,14	98,88
Résultat financier	3 325,00	1 671,86	1 653,14	98,88
RESULTAT COURANT	-58 006,99	-32 565,37	-25 441,62	78,12
Produits exceptionnels		3 503,44	-3 503,44	-100,00
Charges exceptionnelles	354,88	475,00	-120,12	-25,29
Résultat exceptionnel	-354,88	3 028,44	-3 383,32	-111,72
EXCEDENT OU PERTE	-58 361,87	-29 536,93	-28 824,94	97,59

Désignation de l'entité : FOYER L'ABRI

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 678 598 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 58 362 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 25 mars 2024 par le conseil d'administration de l'Association

Description

Objet social :

L'association l'ABRI a pour objet social, conformément à ses statuts, la gestion et l'administration de foyers d'hébergement d'adultes en situation de handicap ainsi que des services d'accompagnement.

Nature et périmètre des activités :

Les activités agréées par le département de Maine-et-Loire sont au nombre de deux :

- Foyer d'hébergement (FH) d'adultes en situation de handicap situé 5, Chemin des Poiriers – 49460 – Montreuil-Juigné
- Service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) d'adultes en situation de handicap à la même adresse

Moyens mis en œuvre :

Les moyens mis en œuvre se déclinent principalement entre :

- 1- Moyens juridiques :
 - Statuts d'association loi 1901 non reconnue d'utilité publique, créée par le Lions Club Angers Roi René le 27 avril 1981
 - Immatriculation en préfecture de Maine-et-Loire la même année sous le numéro actuel W491004298 du registre national des associations (RNA)

- Immatriculée à l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) sous le numéro SIRET 323 705 889 00042 pour les deux activités (FH et SAVS) répertoriées 87.20A
- Immatriculée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) sous les numéros suivants :

Le foyer d'hébergement porte le numéro 490531951

Le service d'accompagnement à la vie sociale porte le numéro 490007564

- Convention de location du site de Montreuil-Juigné signée le 11 juillet 2008 avec la SAMO, devenue CDC Habitat pour une durée de 50 ans à compter du 30 juin 2009, date de déclaration d'achèvement des travaux
- Contrat de séjour du résident (le logement du résident étant privatif)

2- Moyens financiers :

- Convention avec le département de Maine-et-Loire pour une dotation par prix de journée globalisé pour le foyer d'hébergement en date du 24 avril 2013, signée le 14 mai 2013, avec effet au 1^{er} juin 2013 pour une durée initiale de trois ans reconductible
- Convention avec le département de Maine-et-Loire pour le fonctionnement et le financement du service d'aide à la vie sociale datée, signée et avec effet aux mêmes dates que ci-dessus
- Participation de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) au titre de l'allocation aux adultes handicapés (AAH)
- Facturation aux résidents de leur participation aux frais d'hébergement (sous réserve de laisser au résident 50% de l'AAH au taux plein)

3- Moyens matériels :

- Locaux de Montreuil-Juigné comprenant les espaces communs et les logements privatifs
- Véhicules de transport en commun pour déplacements médicaux et de loisirs
- Matériels divers pour le fonctionnement du FH et du SAVS

4- Moyens humains :

- Personnels de direction, d'administration, d'entretien et éducatif (éducateurs spécialisés et moniteurs spécialisés)
- Conseil d'administration
- Conseil de la vie sociale
- Assemblée générale de l'association

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

1. continuité de l'exploitation,
2. permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
3. indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'Association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Concessions, logiciels et brevets :	5 ans
- Installations techniques :	5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels :	5 à 10 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers :	10 ans
- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Matériel de bureau :	5 à 10 ans
- Matériel informatique :	3 ans
- Mobilier :	10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'Association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Autres éléments significatifs

Résultat par sections

Le résultat d'ensemble de l'exercice 2023 est déficitaire de 58 361,77 € et se ventile de la façon suivante :

- Service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) : -537,06 €
- Foyer d'hébergement (FH) :-62 748,18 €
- Animation :1 639,37 €
- Patrimoine :3 284 €

Engagements retraite

Les indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2023 s'élèvent à 69 513 €. Ce montant est calculé avec les hypothèses suivantes :

- Table de mortalité INSEE 2021
- Départ à l'initiative du salarié à 65-67 ans
- Augmentation des salaires de 1% et actualisation de 3,67%
- Taux de charges sociales de 45% pour les non-cadres et de 67% pour les cadres

Rémunération des cadres

Le montant global de la rémunération versée aux trois plus hauts cadres salariés est de 127 101 €.

Honoraires commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat est de 6 229 €.

Ces honoraires concernent uniquement la mission de contrôle légal des comptes.

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I					
	Autres immobilisations incorporelles Total II	30 162		14 404		15 758
Immobilisations corporelles	Terrains					
	Constructions		812			812
	Install. Tech., mat., outillage	156 211	844	31 236		125 819
	Install. générales, ag. Am. divers	61 883		7 824		54 059
	Matériel de transport	94 769				94 769
	Mat. bur., informatique, mobilier	37 924	18 933	18 449		38 407
	Immo. Corp. En cours	21 135	25 129			46 263
	Avances et acomptes					
	Total III	371 922	45 716	57 509		360 129
Immobilisations financières	Participations					
	Créances rattachées à des part.					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immo. financières	902				902
	Total IV	902				902
Total général		402 985	45 716	71 913		376 789

Amortissements des immobilisations

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissement s incorporelles	Frais d'établissement Total I				
	Autres immobilisations incorporelles Total II	30 153	9	14 404	15 758
Amortissements corporelles	Terrains				
	Constructions		61		61
	Install. Tech., mat., outillage	144 049	3 864	31 236	116 677
	Install. générales, ag. Am. divers	40 755	4 034	7 824	36 965
	Matériel de transport	69 018	6 204		75 222
	Mat bur., informatique, mobilier	33 043	1 823	18 449	16 477
	Immo. Grevés de droits				
	Total III	286 866	16 045	57 509	245 402
Total général		317 019	16 054	71 913	261 160

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 26 538 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres	902	902	
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	25 031	25 031	
	Autres	605	605	
Charges constatées d'avance				
TOTAL		26 538	26 538	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	Montant début exercice	Affectation des résultats	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant fin exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	110 458				110 458
Autres réserves	495 163			-3 113	492 050
Report à nouveau	-139 545			-30 424	-169 969
Résultat de l'exercice	-29 537	29 537		-58 362	-58 362
TOTAL	436 540	29 537		-91 899	374 178

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 295 420 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine				
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		17 837	17 837		
Fournisseurs et comptes rattachés		124 076	124 076		
Dettes fiscales et sociales		145 612	145 612		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés					
Autres dettes		7 895	7 895		
Produits constatés d'avance					
TOTAL		295 420	295 420		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Charges constatées d'avance	0		
TOTAL	0		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits financières	Produits exceptionnelles
Produits constatés d'avance	0		
TOTAL	0		

Charges et Produits

Subventions d'exploitation

	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	Autres	Total
Concours publics			1 225 724		1 225 724
Subventions d'exploitation				189	189
TOTAL			1 225 724	189	1 225 913

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice est de -355 €. Il s'établit comme suit :

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 973
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 530
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		475
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	355	